

LE PROGRAMME DEFENSE DE BENOIT HAMON

PARTI SOCIALISTE

Accès-Défense vous propose les programmes « Défense » des candidats à l'élection présidentielle sous la forme de questionnaire. Les questions ont été élaborées par notre pôle politique selon des thèmes fixés au préalable. Certaines personnalités politiques ou membres d'équipe de campagne y ont répondu directement. Pour les autres candidats, l'équipe d'Accès-Défense s'est attachée à trouver les réponses dans leurs programmes, meetings, conférences et autres sources ouvertes .



Les questions de défense ne sont que rarement un enjeu électoral direct et on a souvent l'impression qu'il n'existe pas de réels clivages sur ce thème. Au regard du contexte sécuritaire français actuel, pourquoi ces questions ne prennent-elles pas une place plus importante dans les débats ?

Nous n'avons pas trouvé d'informations pertinentes pour répondre à cette question.

Il est question durant cette campagne présidentielle d'une hausse du budget de la Défense qui passerait de 1,78% à plus de 2% du PIB conformément aux critères de l'OTAN. Une hausse de ces budgets dans le cadre de restrictions des dépenses publiques doit elle s'inscrire hors des contraintes budgétaires de Bruxelles ? Selon vous, de quelle manière doit être réparti ce nouveau budget ?

Le candidat socialiste prévoit la préparation d'une loi de programmation en matière de Défense pour l'automne 2017 qui prévoira la hausse du budget à hauteur d'au moins 2% du PIB à la fin du quinquennat, ce qui inscrit le candidat dans le respect des critères de l'OTAN. Aussi, il souhaite exclure le budget de la Défense du calcul du déficit pour la part qui excède la dépense moyenne des Etats européens.

M. Hamon considère que l'interpénétration des problématiques de sécurité intérieure et de Défense justifierait l'adoption au sein d'une même programmation les budget de la Défense et de la sécurité. Les budgets attribués à ce continuum pourraient atteindre à terme 3% du PIB.

Concernant la répartition de ce budget, Benoît Hamon souhaite investir dans l'entraînement des forces armées mais également dans la garantie d'un groupe aéronaval pour la France. Il promet d'assurer la protection de la zone économique exclusive française par la modernisation de la flotte.

Le candidat du Parti socialiste met l'accent sur le suivi des militaires et de leur familles. Pour les militaires qui interviennent dans les opérations extérieures, il souhaite consolider

l'accompagnement psychologique au moment du retour et mettre en place une meilleure gestion des carrières des militaires notamment pour faciliter leur retour à la vie civile. Afin de parer à des situations de mal être dans l'armée, Benoit Hamon veut mettre fin à la décréue des effectifs et améliorer la couverture sociale des militaires ainsi que celle de leur famille. Enfin, il souhaite renforcer les moyens de l'aide sociale en faveur des veufs, des veuves et des anciens combattants les plus démunis.

La France doit-elle revoir son modèle d'armée afin de s'adapter aux menaces qu'elle affronte ?

La situation internationale prouvent selon Benoit Hamon la validité du modèle de Défense français qui a su faire preuve de suffisamment de souplesse pour mobiliser 10 000 hommes pour l'opération Sentinelle alors même que les armées étaient déjà mobilisées dans les opérations extérieures telles que Barkhane et Sangaris.

Toutefois, le candidat se dit conscient du défi auquel la France se trouve confrontée, celui du maintien de nos capacités opérationnelles et du renouvellement du nombre des systèmes d'armes. Cela supposera pour lui une revue stratégique permettant une meilleure allocation des ressources humaines, matérielles et financières afin de conserver et de renforcer le modèle de défense français.

La Force de dissuasion française est répartie au sein de deux composantes, navale et arienne. Le maintien de cette force représente chaque année 0,2% du PIB et 11% du budget de la Défense. Certains analystes et politiques estiment qu'il n'est pas nécessaire de maintenir la force de dissuasion au sein des deux composantes. D'autres, plus radicaux, estiment que la France devrait tout simplement abandonner sa force de frappe stratégique. Qu'en pensez vous ?

Afin de garantir la souveraineté de la France, son autonomie de décision et sa liberté d'action, Benoît Hamon souhaite pérenniser la dissuasion nucléaire dans ses deux composantes et la moderniser. Selon le candidat, la dissuasion retrouve une véritable actualité avec un retour des Etats-puissance. Elle est une fonction stratégique centrale depuis que la France a accédé au rang de puissance nucléaire et rebâti sa puissance militaire, l'arme nucléaire est fondatrice de son indépendance nationale.

Si la conservation de cette dissuasion nucléaire mobilise une partie non négligeable des crédits de défense, le candidat se dit conscient que le dimensionnement de l'arsenal nucléaire correspond au seuil de stricte suffisance et qu'une réduction de celui-ci attendrait directement la crédibilité de la France.

Face aux bouleversements géopolitiques récents (Brexit, élection de Donald Trump) la solution se trouve-t-elle dans la construction d'une Europe de la Défense intégrée ? Quelle rôle la France doit-elle incarner ?

Pour Benoît Hamon, il faut effectivement tenir compte des conséquences engendrées par le Brexit et l'avènement de l'administration Trump. Cette dernière laisse entrevoir un repli stratégique des Etats-Unis auquel les Français et les Européens doivent répondre.

Ce constat pousse le candidat à oeuvrer en faveur d'une politique de Défense européenne en dehors du cadre de l'OTAN. Après le Brexit, la France sera le seul pays de l'Union européenne à disposer de l'ensemble de l'outil militaire dans toutes ses composantes, elle pourra être la colonne vertébrale d'une Défense européenne. Benoit Hamon estime qu'il y a une fenêtre de tir pour une initiative européenne en matière de Défense. Il prend comme exemple la recherche militaire qui pourrait être selon lui financée par un fonds européen de Défense, et évoque la création d'un Hub européen pour que les Etats européens puissent apporter leur soutien logistique et financier aux opérations extérieures faites par la France.

Benoit Hamon propose la naissance d'un quartier général européen pour planifier et conduire les opérations et investir dans le cyberspace et la mise en place d'une « Académie européenne de stratégie et de renseignements ».

La France est l'un des seuls pays capables d'intervenir militairement au-delà de son entourage immédiat. Ce fut le cas au Mali en 2013, dans des opérations plus ponctuelles et dans des OPEX décidées par les Nations-Unies ou l'Alliance Atlantique comme en Afghanistan. Comment concevez-vous l'implication française à l'étranger ?

La France doit assumer ses responsabilités sur la plan international, il n'est pas possible qu'elle déroge à ses missions. Le niveau d'engagement actuel et à venir doit donc correspondre aux nécessités du moment selon le candidat. Toutefois, rappelle-t-il, les interventions doivent s'inscrire dans la légalité internationale et bénéficier d'un soutien des partenaires européens et régionaux concernés.

Il est nécessaire pour le candidat d'introduire des novations doctrinales intégrant plus de coopération et de développement de manière à favoriser le redressement des pays dans lesquels la France intervient. Benoît Hamon souhaite que l'action militaire française s'inscrive dans le cadre d'une stratégie géopolitique. A cet effet, il développera les moyens nécessaires tels que les capacités de médiation et de facilitation des processus politiques, la projection de capacités civiles, les enjeux du post-conflit (réforme de la sécurité, désarmement et réinsertion, justice transitionnelle) ou encore l'articulation du civil et du militaire.

L'industrie de défense française est l'une des plus performantes et innovante. Cette industrie est garante d'emplois qualifiés, d'activités à haute valeur ajoutée et indirectement du rayonnement stratégique français à l'étranger. Toutefois, les déficits budgétaires et l'augmentation des coûts des équipements de défense poussent cette industrie à s'appuyer de plus en plus sur les exportations. La concurrence mondiale en matière d'équipements de défense étant de plus en plus féroce, quelles solutions s'offrent à la France pour maintenir sa position ?

Nous n'avons pas trouvé d'informations pertinentes pour répondre à cette question.

Certains pays anglo-saxons ont de plus en plus recours à des sociétés militaires privées tant sur le territoire national qu'à l'étranger pour soulager les forces de l'ordre de certaines missions. En 2014, le Ministre de la Défense a fait adopter une loi permettant à de telles sociétés d'intervenir dans le champ de la lutte contre la piraterie. Pensez-vous, au regard de la sollicitation actuelle des armées qu'il faille continuer dans cette voie ?

Nous n'avons pas trouvé d'informations pertinentes pour répondre à cette question.